

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE RENNES**

N° 1404446

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ASSOCIATION BRETAGNE
VIVANTE -SEPNB
ASSOCIATION AGIR
POUR UN ENVIRONNEMENT
ET UN DEVELOPPEMENT DURABLES

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Rennes,

M. Thibault
Rapporteur

(1ère chambre),

M. Bonneville
Rapporteur public

Audience du 16 septembre 2016
Lecture du 14 octobre 2016

27-03-01

C

Vu la procédure suivante :

Par une requête et des mémoires complémentaires, enregistrés le 10 octobre 2014, les 19 mai et 21 novembre 2015, l'association Bretagne Vivante - SEPNB et l'association Agir pour un Environnement et un Développement Durables demandent au tribunal :

1°) d'annuler la décision du 12 août 2014 par laquelle le préfet du Finistère a accordé une dérogation au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement pour la capture, la destruction ou la perturbation intentionnelle d'espèces protégées et pour la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées dans le cadre de l'aménagement à Brest de la voie de liaison nord de Lambazellec ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat le versement de la somme de 1 000 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elles soutiennent que :

- l'acte attaqué est illégal en ce qu'il est insuffisamment motivé ;
- l'arrêté critiqué a méconnu les dispositions de l'article L. 411-2 du code de l'environnement en ce que d'une part il n'est pas établi l'existence d'une raison impérieuse d'intérêt public majeur justifiant la dérogation en litige et d'autre part qu'il existe des solutions alternatives ;

Par des mémoires en défense, enregistrés les 8 juillet et 11 décembre 2015, la communauté urbaine Brest Métropole conclut au rejet de la requête et que soit mis à la charge des associations requérantes la somme de 2 500 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

L'établissement soutient que les moyens soulevés par les associations requérantes ne sont pas fondés.

Par un mémoire en défense, enregistré le 11 décembre 2015, le préfet du Finistère conclut au rejet de la requête ;

Le préfet du Finistère soutient que les moyens soulevés par les associations requérantes ne sont pas fondés.

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu :

- la loi du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public ;
- le code de l'environnement ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Thibault ;
- les conclusions de M. Bonneville, rapporteur public ;
- et les observations de M. Ecorchard, représentant de l'association Bretagne vivante SEPNB et de M. Perennés représentant l'association Agir pour un Environnement et un Développement Durables et de Me Fleischl, représentant la communauté urbaine de Brest Métropole ;

1. Considérant que l'association Bretagne vivante - SEPNB et l'association Agir pour un Environnement et un Développement Durables demandent l'annulation de la décision du 12 août 2014 par laquelle le préfet du Finistère a autorisé une dérogation du code de l'environnement pour la capture, la destruction ou la perturbation intentionnelle d'espèces protégées et pour la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées dans le cadre de l'aménagement à Brest de la voie de liaison nord de Lambezellec (liaison route départementale n°112 à Kergaradec et la route départementale n°205 au Spérnot) ;

Sur les conclusions aux fins d'annulation :

Sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête :

2. Considérant qu'aux termes de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : « I. - *Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont*

interdits : 1° La destruction ou l'enlèvement des oeufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ; 2° La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel ; 3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ; (...) » ; qu'aux termes de l'article L. 411-2 de ce code : « Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : (...) 4° La délivrance de dérogations aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : (...) c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ; (...) » ; qu'aux termes de l'article R. 411-6 dudit code : « Les dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 sont accordées par le préfet (...) » ; que selon les dispositions de l'article 1er de la loi susvisée du 11 juillet 1979 : « Les personnes physiques ou morales ont le droit d'être informées sans délai des motifs des décisions administratives individuelles défavorables qui les concernent. /A cet effet, doivent être motivées les décisions qui : (...) » ; qu'aux termes de l'article 2 de la même loi : « Doivent également être motivées les décisions administratives individuelles qui dérogent aux règles générales fixées par la loi ou le règlement. » ;

3. Considérant en premier lieu, que le 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement permet l'octroi de dérogations aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1 du même code ; que l'arrêté par lequel le préfet accorde une telle dérogation constitue une décision administrative individuelle qui déroge aux règles générales fixées par la loi ou le règlement au sens de l'article 2 de la loi du 11 juillet 1979 susvisée, et est ainsi soumise à l'obligation de motivation prévue par ces dispositions ;

4. Considérant en second lieu, qu'il ressort des pièces du dossier que, si l'arrêté du 12 août 2014 en litige énonce, notamment par référence au dossier de demande de dérogation, les mesures de réduction et de compensation auxquelles il soumet cette dernière, il ne mentionne pas en quoi la dérogation accordée répondrait à des raisons impératives d'intérêt public majeur, n'indique pas pourquoi il n'existerait pas d'autres solutions alternatives satisfaisantes à la dérogation envisagée et ne précise pas en quoi cette dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ; que, dès lors, l'arrêté attaqué est insuffisamment motivé ; qu'il suit de là que les associations requérantes sont fondées à demander l'annulation de l'arrêté attaqué du 12 août 2014 ;

5. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'association Bretagne vivante - SEPNEB et l'association Agir pour un Environnement et un Développement Durables sont fondées à demander l'annulation de la décision attaquée ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

6. Considérant que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge des associations requérantes, qui ne sont pas dans la présente instance la partie perdante, la somme demandée par la communauté urbaine Brest Métropole Océane, au titre des frais exposés par eux et non compris dans les dépens ; qu'il y a lieu, en revanche, de mettre à la charge de l'Etat, le versement aux deux associations requérantes de la somme globale de 500 euros demandée par les requérantes au titre des frais exposés par elles et non compris dans les dépens ;

D E C I D E :

Article 1^{er} : La décision susvisée du 12 août 2014 du préfet du Finistère est annulée.

Article 2 : L'Etat versera la somme globale de 500 euros (cinq cents euros) à l'association Bretagne vivante - SEPNB et à l'association Agir pour un Environnement et un Développement Durables sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Les conclusions de la communauté urbaine de Brest Métropole présentées sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à l'association Bretagne vivante - SEPNB, à l'association Agir pour un Environnement et un Développement Durables, à la communauté urbaine de Brest Métropole Océane et au ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Copie du présent jugement sera adressée au préfet du Finistère.

Délibéré après l'audience du 16 septembre 2016 à laquelle siégeaient :

M. Gazio, président,
M. Thibault, premier conseiller,
M. Martin, premier conseiller,

Lu en audience publique le 14 octobre 2016.

Le rapporteur,

signé
E. THIBAUT

La greffière,

signé
P. MINET

Le président,

signé
J.H. GAZIO

La République mande et ordonne au ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.